



ACONSTRUCT

Construire en confiance



Ingenierie de l'Environnement et de l'Aménagement

DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE UNIQUE

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

NOTE DE PRESENTATION NON-TECHNIQUE



Aux sentiers d'Etelfay
80500 FAVEROLLES

Affaire 20-008/Note de présentation-V4/CR-AF/2011

INGEA - Siret 789 146 388

276, Av.de l'Europe, 44 240 Sucé sur Erdre

Dossier d'autorisation – Note de présentation non-technique

1- 22

1. Contexte de l'étude

Le site Dailycer France est actuellement occupé par :

- Un bâtiment principal comprenant des ateliers de production, des locaux de stockage de matières premières et d'emballages, des locaux techniques ... Ce bâtiment ne sera pas modifié (les emballages stockés dans le bâtiment existant seront déplacés dans le transtockeur).
- Un bâtiment administratif, à l'angle sud-ouest du site. Ce bâtiment sera détruit pour faire place au bâtiment de stockage de grande hauteur.
- Un parking VL à l'ouest du site qui sera détruit dans le cadre du projet.
- Une voirie dédiée au poids lourds et engins de secours assurant la circulation sur la périphérie complète du bâtiment.
- Plusieurs bassins de tamponnement des eaux pluviales : un à l'ouest du site qui sera détruit pour le projet, et l'autre à l'est qui sera conservé (sert également de réserve incendie supplémentaire).
- Un bassin d'infiltration des eaux pluviales à l'Est du site, qui ne sera pas modifié.
- Une réserve d'eaux pluviales utilisée pour la défense incendie installé au sud du bâtiment de production existant. Cette réserve sera conservée.

Les installations existantes ne seront pas modifiées et ont fait l'objet d'un dossier de demande d'Autorisation en 2010.

Le projet d'extension sur l'actuel site Dailycer France peut se détailler comme suit :

- Un bâtiment de stockage de grande hauteur composé de :
 - Une zone High Bay comprenant 2 cellules de grande hauteur assurant un stockage sec et de manière automatisée
 - Une zone LowBay comprenant :
 - Zone de stockage tampon « buffer »
 - Zone de quais
 - Zone de bureaux (au-dessus des quais)
 - Zone de picking (au-dessus des bureaux)
 - Des locaux techniques :
 - Local de charge
 - TGBT / transformateur
 - Locaux de maintenance
- Un bâtiment comprenant des vestiaires, des locaux sociaux et une cantine sera construit à l'angle sud-ouest du bâtiment de production existant.
- Un local sprinkler sera également créé à proximité de la nouvelle cuve de sprinklage

- Une extension du bâtiment de production sera également réalisée dans le cadre du projet. Celle-ci servira à du conditionnement manuel et au contrôle qualité, sans augmentation du volume de production.
- Un couloir longera le nouveau bâtiment de stockage à l'est et permettra la liaison vers le bâtiment existant et l'extension de la production.
- Un bassin étanche et un bassin d'infiltration communiquant seront créés à l'ouest du nouveau bâtiment. Le premier assurera la mise en rétention des eaux d'extinction (par fermeture de son orifice de sortie) et le tamponnement des eaux pluviales liées au projet avant leur infiltration dans le second.
- La voie dédiée aux engins de secours sera complétée au nord et à l'ouest du nouveau bâtiment.

Le site Nutrimaine comprend actuellement 3 bâtiments, une voirie assurant le tour du bâtiment principal par le sud et une réserve incendie alimentée par les eaux pluviales. Seule la partie du stockage du bâtiment principal sera conservée. Un parking PL sera créé à l'avant du site et un parking VL à l'arrière du site. L'utilisation du bâtiment par Dailycer France n'est à ce jour pas déterminée. Une mise à jour du dossier ICPE sera réalisée si nécessaire.

Au vu des activités qui seront exercées mais aussi des stockages et utilités qui le composeront, le site sera soumis aux rubriques suivantes :

La rubrique soumise à Autorisation pour le site après extension sera :

- La rubrique 1510 liée au stockage en entrepôts couverts.

La rubrique soumise à Enregistrement pour le site après extension restera :

- La rubrique 2220 liée à la préparation de produits alimentaires d'origine végétale

Les rubriques soumises à Déclaration pour le site après extension restera :

- La rubrique 2925 relative aux ateliers de charge d'accumulateurs.

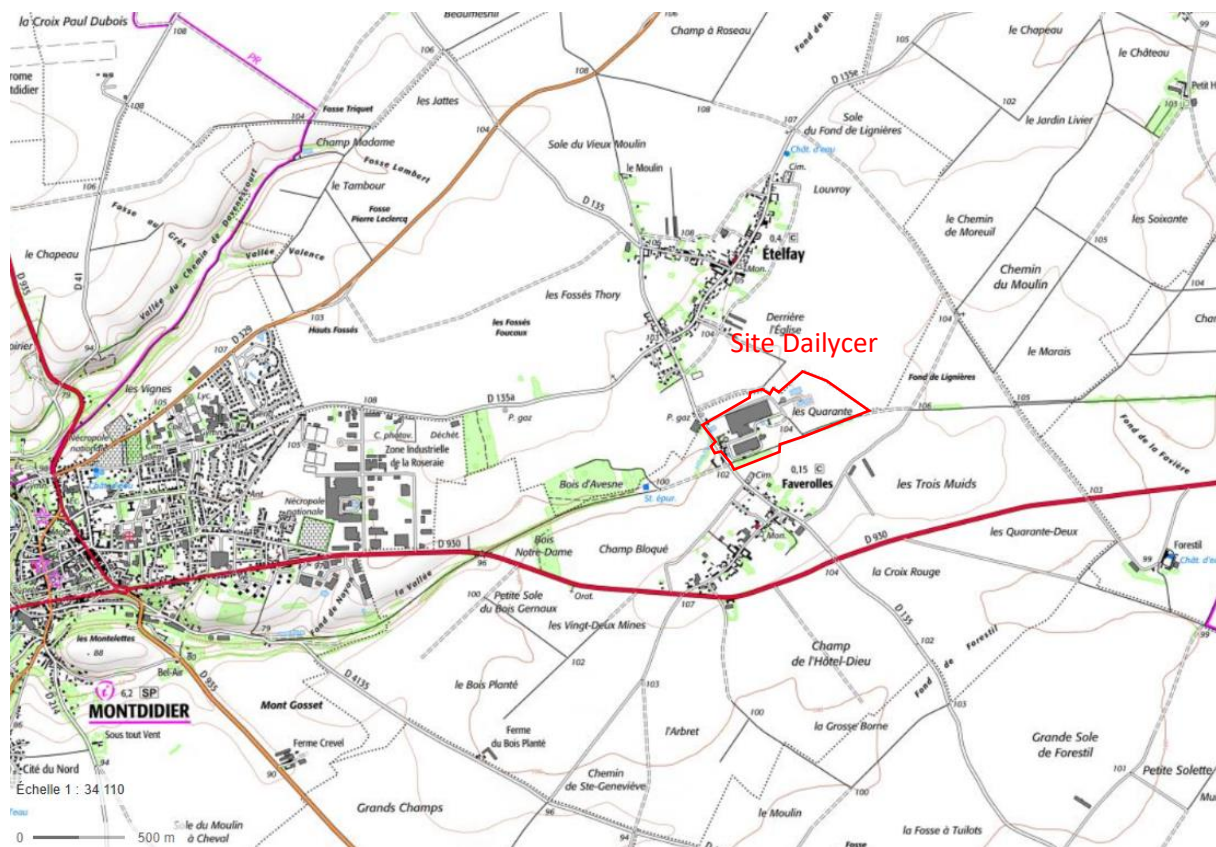
Les rubriques soumises à Déclaration Contrôlée pour le site après extension resteront :

- La rubrique 2260 relative au broyage, concassage... de substances végétales
- La rubrique 2910 relative aux installations de combustion
- La rubrique 2940 relative à l'application de vernis, colle...
- La rubrique 4735 relative à l'utilisation d'ammoniac
- La rubrique 1185 relative à l'emploi de gaz à effet de serre fluorés

2. Description de l'environnement

2.1. Localisation

Le projet d'extension concerne le site DAILYCER France implanté au lieu-dit Aux Sentiers d'Etelfay au nord de la commune de Faverolles (80).



Le site est implanté aux Sentiers d'Etelfay sur la commune de Faverolles.

A l'Ouest se trouve la route départementale RD135 puis quelques habitations et des parcelles agricoles.

Au Sud s'étendent des parcelles agricoles et le bourg de Faverolles.

A l'Est, se trouvent des parcelles agricoles.

Au Nord s'étendent des parcelles agricoles et le bourg de Etelfay.

Le site est accessible par la route départementale RD135.

L'emprise du site actuel concerne les parcelles cadastrales n° 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 50, 138, 144, 158, 161, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 174, 182, 183, 184 de la section Z et la parcelle n°1 de la section ZC.

Les parcelles acquises dans le cadre du projet sont les parcelles n° 16, 17, 19, 117, 118 et 119 de la section OZ et 130 et 132 de la section OX.

Le projet d'extension du bâtiment Dailycer France concerne les parcelles n° 183 et 184.

I. Objet de la demande

1. Objet de la demande

L'objet de la demande est d'établir, en application de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et de la réglementation Loi sur l'Eau, la demande d'autorisation environnementale unique de l'installation, conformément au titre 1^{er}, aux articles. L-181 et suivants du code de l'environnement.

Le champ de l'autorisation environnementale unique couvre les installations classées et la loi sur l'eau.

2. Description de l'activité

Le bâtiment de stockage de grande hauteur sec automatisé créé dans le cadre du projet d'extension du site Dailycer France sera utilisé pour le stockage des produits finis, emballages et palettes vides.

Les activités exercées dans le transtockeur seront uniquement des activités logistiques, sans fabrication, ni modification, ni préparation de produits.

Les produits finis seront emballés dans des cartons, films plastiques et posés sur des palettes dans les emplacements des 2 cellules du transtockeur ou stockés temporairement dans les racks de la zone buffer.

Le nombre maximal de palettes stockées dans chaque cellule sera le suivant :

Cellule	Nombre de palette maximum
1	19 162
2	19 162
Zone Buffer	2630
Total	40 954

- Surfaces de stockage :
 - o Stockage dans les 2 cellules de grande hauteur : 8 480 m² (4 240 m² par cellule)
 - o Stockage de la zone buffer : 1 500 m²
- Hauteur de stockage :
 - o Stockage dans les 2 cellules : 11 niveaux, 30,70 mètres, racks fixes
 - o Stockage de la zone buffer : 6 niveaux de stockage (le 1^{er} niveau étant vide), 22,10 mètres, racks fixes
- Volume moyen par palette : 2,3 m³,
- Poids d'une palette : 409 kg

Le volume cumulé de ces trois locaux de stockage est de 317 500m³.

Par ailleurs, le volume moyen d'entrepôts relevant de la rubrique 1510 dans le bâtiment existant (locaux de stockage des matières premières) est de 151 500 m³.

Le volume total d'entrepôts assurant le stockage de matières combustibles en mélange sur le site sera à terme de 469 000 m³.

Le site sera classé en Autorisation pour la rubrique 1510.

3. Nomenclature des Installations Classées

Les quantités indiquées ci-dessous correspondent aux valeurs maximales attendues pour chacune des rubriques mais elles ne sont en aucun cas cumulables entre elles.

Rubriques	Rayon d'affichage	Régime actuel	Régime futur	Désignation de l'activité	Capacité actuelle	Capacité future (après extension)
Nomenclature ICPE						
1510.1	1	E	A	Stockage en entrepôts couverts	151 500 m ³	469 000 m ³
2220.1	SO	E	E	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale	255 t/j	Situation inchangée
2260.2b	SO	DC	DC	Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels	4000 kW	Situation inchangée
2910.A	SO	DC	DC	Combustion	18 MW	Situation inchangée
2940.2	SO	DC	DC	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.	65 kg/j	Situation inchangée
4735.1.b	SO	DC	DC	Ammoniac	340 kg	680 kg
1530	SO	D	(stockés dans le bâtiment relevant de la 1510)	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles	2160 m ³	3000 m ³
1532	SO	D		Stockage de bois	1620 m ³	2000 m ³
2663	SO	D		Dépôt de matières plastiques, polymères	1350 m ³	2000 m ³
1185.2.a	SO	D	D	Gaz à effet de serre fluorés, emploi dans des équipements clos en exploitation	745 kg	Situation inchangée
2925.1	SO	D	D	Charge d'accumulateurs	302 kW	500 kW
Nomenclature Cas par Cas → Demande d'examen au cas par cas → Projet non-soumis à étude d'impact						
1	-	Cas par Cas		Installations classées pour la protection de l'environnement a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation		Autorisation ICPE

Rubriques	Rayon d'affichage	Régime actuel	Régime futur	Désignation de l'activité	Capacité actuelle	Capacité future (après extension)
39	-	Cas par Cas		39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme comprise entre 10 000 et 40 000 m2.		Surface de plancher créée dans le cadre du projet : environ 15 900 m²
		Nomenclature Loi sur l'Eau				
2.1.5.0	SO	D		Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha		5,56 ha

II. Raisons économiques et environnementales

Actuellement, Dailycer France stocke l'intégralité de ses produits finis dans un stockage externe. Les marchandises sont transportées dans un entrepôt de stockage par des navettes régulières (entre 20 et 30 navettes par jour) puis l'expédition est réalisée directement depuis ce stockage externe.

L'objectif du projet est d'internaliser l'intégralité de la partie stockage/expédition en construisant un stockage de produits finis d'une capacité de 4 à 5 semaines et une zone d'expédition d'une dizaine de quais. Dans un objectif d'optimisation logistique et afin de regrouper au maximum les stockages, l'entrepôt grande hauteur comprendra également les emballages et les palettes vides du site.

Le projet a également pour objectif d'améliorer le fonctionnement du site grâce :

- au réaménagement de la circulation PL et VL et les zones d'attente PL qui permettront de désengorger l'accès en temps de pointe
- l'extension de la zone de production qui apportera plus d'espace et de facilité d'agencement dans la zone de production (pas de nouvelle activité prévue mais un meilleur aménagement)
- l'agrandissement des vestiaires et locaux sociaux
- à terme la création d'une cantine interne au site afin de limiter les déplacements à l'extérieur.

Comme pour toute société, l'objectif principal reste le bon développement de l'ensemble des activités tout en apportant satisfaction aux clients, ce qui conduit ainsi au développement économique de la structure.

Ce nouvel outil permettra ainsi :

- D'assurer le développement du groupe sur l'ensemble de ses marchés,
- De maintenir l'excellente qualité de service clients,
- D'améliorer la massification des livraisons (des camions optimisés)
- Limiter le transport intermédiaire lié à l'activité stricte de la société (intégralité du stockage sur le site, service de restauration sur le site)
- De mailler le territoire,
- D'apporter de meilleures conditions de travail et poursuivre la professionnalisation du groupe dans les activités de la logistique.

III. Synthèse de l'étude des impacts du projet

1. Préambule

Lors de cette étude, l'ensemble des opérations et des activités ont été examinées afin de déterminer leurs effets sur l'environnement.

Lorsque ces effets sont jugés avoir un impact significatif, des mesures, visant à réduire ou limiter ces effets sont prises. Ce document consiste en un résumé non technique de cette étude.

2. Synthèse de l'état initial

L'état initial du site du projet de DAILYCER FRANCE est caractérisé par :

- Un projet d'extension s'implantant dans un environnement rural au sein d'un site existant Dailycer France et mitoyen d'un site en cessation d'activité (Nutrimaine),
- Le site est desservi par la RD 135, dont le trafic est estimé à 892 véh./jour.
- Un terrain entouré par des terrains vierges au nord et à l'est, par un ancien site industriel au sud (Nutrimaine) en cessation d'activité, par la RD 135 à l'ouest, bordée par des habitations en face du site.
- Le terrain d'assiette du projet ne présente d'enjeu écologique particuliers, les aménagements sont réalisés en lieu et place de secteurs en majorité déjà imperméabilisés (bâtiments, parkings)
- Le site n'est pas concerné par une zone Natura 2000, Zone Humide, Réserve ou Parc Naturel Régional, Arrêté de Biotope ou autre espace protégé,
- Aucun PPRi (Inondation) et par conséquent aucune prescription ne concerne le site.
- un secteur sujet aux effondrements, ainsi, conformément au PPRN Mouvements de terrain implique la réalisation d'étude géotechnique des sols selon les prescriptions en vigueur et le dimensionnement des fondations.

3. Synthèse des principaux impacts du projet sur son environnement

➤ Impacts sur le paysage

Le bâtiment s'insère dans un contexte visuel industriel déjà existant.

Le bâtiment d'une hauteur de 34 m, sera uniquement visible depuis quelques zones d'ouvertures visuelles proches : les sorties de hameau de Etefay et Faverolles, et depuis certains points de la RD 135 sur les portions non bordées d'arbres, haies ou d'éléments bâtis, et notamment la portion qui longe le site.

Depuis ces zones où le bâtiment sera visible, le gabarit du bâtiment de grande hauteur (34 m) apparaît dans le paysage comme s'insérant en prolongement de la silhouette globale des bâtiments existants

du site dont la hauteur est comprise entre 8 m et 25 m pour la tour de séchage existante.

Dès qu'on s'éloigne du projet, les perceptions visuelles nettes sont moindres, en effet, le secteur est peu densément habité, les bourgs proches et autres axes routiers ne sont pas tournés en direction du projet. Le projet apparaît donc comme dissimulé derrière la végétation, le léger relief, ou les éléments bâtis.

Le projet n'implique pas de perception visuelle de nature à modifier l'ambiance paysagère du secteur. Il s'inscrit en dehors de tout périmètre de protection au titre des monuments historiques.

Il est à noter que le projet a fait l'objet d'une procédure de cas par cas, et l'Autorité environnementale n'a pas non plus jugé d'un enjeu particulier dans la mesure où le projet s'implante dans un contexte à l'ambiance industrielle ponctuelle déjà présente et où une tour de séchage de 25 m est déjà présente sur site à proximité immédiate de la zone d'implantation du bâtiment grande hauteur.

L'architecture a été étudiée afin de respecter une certaine homogénéité et harmonie dans le paysage du secteur.

Le bâtiment bénéficiera d'un entretien régulier. Les abords du site seront soignés : pelouses entretenues, arbres, plantations.

➤ Impacts sur la flore et la faune

Le terrain d'assiette du projet ne présente pas un enjeu écologique fort.

Le projet s'implante en lieu et place d'un parking existant sur le site de Dailycer France et de l'ancien site de Nutrimaine (bâtiment existant). Les parcelles concernées sont donc déjà imperméabilisées en grande partie et ne présentent pas d'intérêt écologique.

Le projet ne concerne aucune zone Natura 2000, Zone Humide, Réserve ou Parc Naturel Régional, Arrêté de Biotope ou tout autre espace protégé.

Le site du projet est très peu favorable à la faune et ne présente pas d'enjeu particulier.

La phase chantier pourra générer des flux de véhicules supplémentaires, des bruits des engins de chantier. Le site ne présente pas d'intérêt ni d'enjeu particulier pour la faune. Le dérangement éventuel d'espèces est donc négligeable.

Ainsi, aucun impact dû à la phase chantier n'est attendu.

➤ Impacts sur les eaux pluviales

Au regard des dispositions prises, l'ensemble des eaux pluviales du site seront maîtrisées par l'infiltration totale sur site.

Les eaux pluviales qui sont susceptibles d'être polluées (eaux de voiries) seront traitées par séparateur hydrocarbures avant infiltration dans le milieu naturel.

Le projet ne présentera donc pas d'impact significatif sur la quantité et la qualité des rejets des eaux pluviales vers le milieu naturel.

Les eaux usées sanitaires seront traitées par la station d'épuration communale et ne présenteront pas de pollution autre que celle assimilable à une eau usée domestiques.

L'impact sur le milieu récepteur est donc jugé faible.

➤ Impacts sur l'air

Les équipements pouvant générer des émissions atmosphériques supplémentaires relatives au futur entrepôt sont les suivants :

- Les PL et les VL qui génèrent des gaz de combustion,

Aucune chaudière/organe de combustion n'est ajouté.

Dans l'enceinte du site, la vitesse des véhicules est réduite par sécurité pour le personnel, pour réduire les nuisances sonores mais également pour réduire la consommation en carburant des véhicules et leurs émissions en polluants.

Le flux amont est quasi-inexistant puisque l'ensemble des produits proviendra de l'usine Dailycer en prolongement du projet de Transtockeur. Les produits seront acheminés par convoyeurs et il n'y aura donc pas de déplacements de camions pour transporter les produits entre l'usine et la zone de stockage.

Les nouveaux bâtiments du site Dailycer France vont engendrer une augmentation du trafic en passant de 35 PL/j pour la partie existante à 44 PL/j au total.

En parallèle, le projet permet de supprimer les émissions de CO₂ liées au transit des camions entre le site actuel de production de Faverolles et le site de stockage de Roye à 15 km (25 PL/j sur ce trajet).

Grâce au projet, l'intégralité du stockage sera effectuée sur le site de Faverolles.

En ce qui concerne la gestion des flux aval (quasi 100 %), la mise en place d'une solution de distribution mutualisée (utilisation d'un même camion pour acheminer les marchandises chez le client) pourra avoir un impact positif sur les trafics par la réduction du nombre de camions transportant les produits.

En considérant que la circulation de véhicules est la source principale des rejets dans l'air ajoutée par le projet, et ainsi ce qui définit la qualité de l'air globale, l'impact du projet est de 0.28% sur les voies empruntées par les véhicules liés au projet.

L'impact sur la qualité de l'air environnant sera donc très faible.

➤ Impacts sur le bruit

Les émissions sonores de l'entreprise proviendront principalement :

- Du chargement et déchargement
- De la circulation des camions sur le site

Le transit de camions restera sensiblement similaire à l'existant. Le bruit émis lié aux rotations des véhicules n'est donc pas amené à changer significativement.

La réalisation du projet de stockage de grande hauteur va permettre de déplacer certaines activités dans ce nouveau bâtiment, et ainsi modifier certains effets acoustiques produits par le site.

Un nouvel état initial acoustique va être réalisé en fin décembre 2020, lors d'un arrêt de fonctionnement du site Dailycer.

Il est donc prévu une campagne de mesure de réception acoustique à la suite des modifications

apportées sur le site. Les émergences seront calculées sur la base des valeurs du bruit résiduel mesurées en décembre 2020.

En phase chantier, les effets sonores seront uniquement dus aux manœuvres des engins de chantier et à l'utilisation d'engins de construction de bâtiments et voiries. La durée prévisionnelle du chantier est de 15 mois.

A plus large échelle, l'internalisation du stockage au sein du site de Faverolles va permettre de réduire le bruit actuellement généré par le transit de camions sur la portion de route de 15km entre le site de production de Faverolles et le site de stockage actuel de Roye.

Les moteurs des véhicules de transport seront éteints sur site permettant de limiter les bruits et vibrations.

Après mise en place du projet, le site restera soumis à l'arrêté du 23 janvier 1997 : Le site Dailycer poursuivra l'analyse périodique des niveaux sonores émis dans l'environnement des ICPE par l'installation.

4. Synthèse des mesures prévues sur le site Dailycer France afin de réduire et compenser les effets négatifs du projet

Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Mesures de compensation
Le site ne contribuera pas à la destruction d'habitats remarquables ni d'espèces faunistiques et floristiques	Le projet contribue à la réduction de l'impact possible par une insertion paysagère de qualité.	/
/	Le tri sélectif des déchets et le choix des filières de traitement des déchets par valorisation permettent de réduire l'impact sur l'environnement.	Traitement des eaux pluviales de voirie par un séparateur hydrocarbures
/	/	Mise en place de vannes sur les réseaux EP pour la rétention des eaux d'incendie ou les pollutions accidentelles sur le site
	Limitation de l'artificialisation des sols par la réutilisation d'un site en cours de cessation d'activité	
	Limitation de l'imperméabilisation par le choix de construction d'un bâtiment de stockage grande hauteur (transtockeur) automatisé	
	Conception et exploitation du stockage (automatisation) permettant une rationalisation	

	des transports et donc une réduction des émissions de gaz de combustion	
	Utilisation de l'installation de production de froid existante pour la climatisation du projet et utilisation de l'eau glacée comme fluide caloporteur.	

IV. Synthèse de l'étude des dangers liés au projet

1. Préambule

A la vue des éléments analysés, il apparaît que les risques à retenir dans le cadre de l'exploitation du nouveau bâtiment sont les suivants :

- Incendie sur les matières combustibles correspondant à la rubrique 1510 et dispersion des fumées toxiques qui en découlent

Les principales mesures de prévention et de protection prévues sont les suivantes : contrôle des engins de manutention et de l'installation, site fermé, alarme incendie, contrôle d'accès... ; mise en place de murs coupe-feu, détection incendie par le système de sprinklage, poteaux incendie ...

Malgré la prise en compte de ces éléments, une modélisation des effets d'un incendie d'une ou plusieurs cellules ainsi qu'une modélisation de la dispersion des fumées ont été effectuées dans le cadre de l'étude les résultats sont présentés plus loin.

- Explosion dans le local de charge

Les principales mesures de prévention et de protection prévues sont les suivantes : consignes d'utilisation des engins et batteries, détection gaz, poteaux incendie...

Au de ces éléments, aucune modélisation supplémentaire n'est à réaliser.

- Pollution du milieu naturel en cas d'incendie

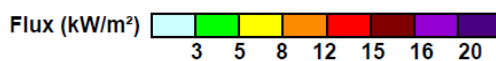
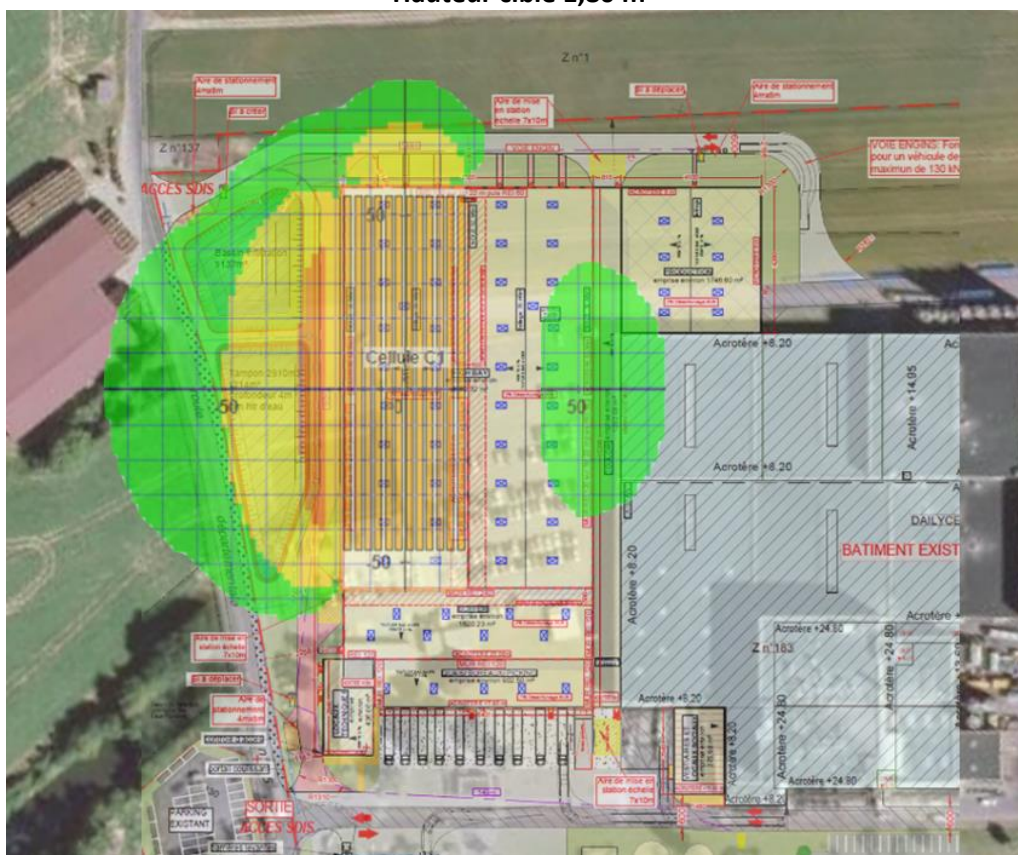
La principale mesure de protection prévue est le confinement des eaux polluées dans un bassin étanche créé sur le site.

2. Synthèse de la modélisation des flux thermiques liés à un incendie de l'entrepôt

Les scénarii suivants ont l'objet d'une modélisation :

- Incendie sur une cellule de stockage de grande hauteur
- Incendie sur la zone buffer

Incendie de la cellule 1 Hauteur cible 1,80 m



La durée d'incendie est de 236 minutes.

Les parois séparatives inter-cellules sont de degré coupe-feu REI 240 ce qui permet de contenir l'incendie à une cellule ; il n'y a donc pas de nécessité faire une modélisation d'un incendie généralisé à deux cellules.

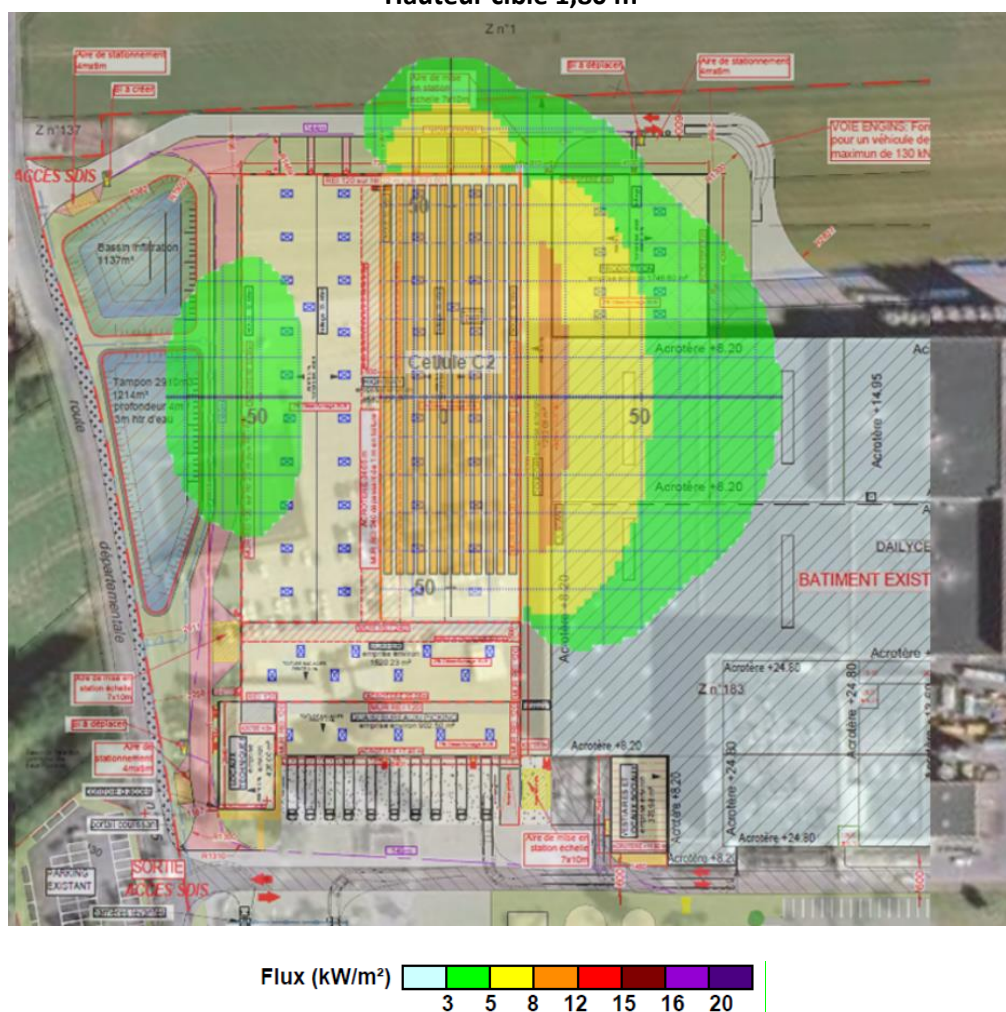
Les distances d'effet des flux à 5 kW/m² sont à l'intérieur des limites de propriété.

Les flux de 3 kW/m² sortent d'environ 32 m à l'ouest du site et de 13 m au nord du site. Le bâtiment implanté à l'Ouest et atteint par les flux de 3 kW/m² est un bâtiment industriel (entreprise de culture de céréales).

Ces dépassements restent conformes à l'arrêté du 11/04/2017 puisqu'ils n'atteignent pas « d'immeubles de grande hauteur, d'établissements recevant du public (ERP), de voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, de voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, ou de voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôts. »

Aucun effet domino n'atteint les installations voisines.

Incendie de la cellule 2 Hauteur cible 1,80 m



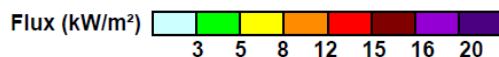
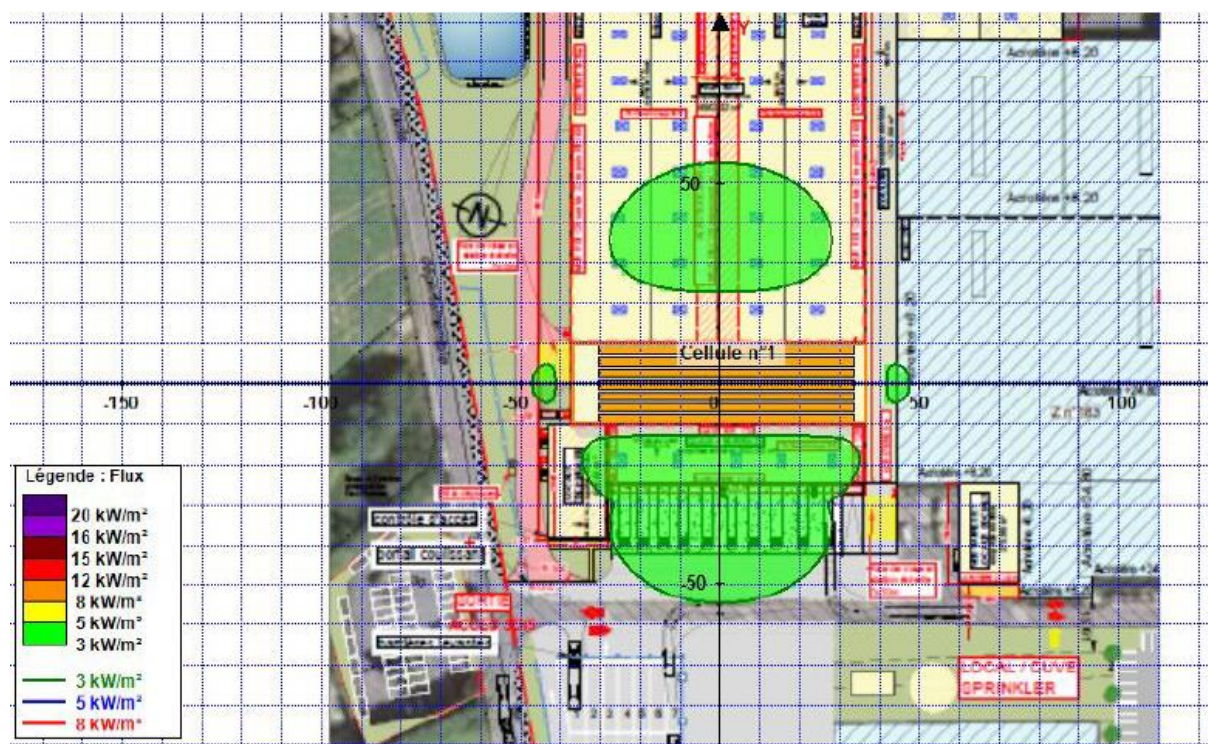
Les distances d'effet des flux à 5 kW/m² sont à l'intérieur des limites de propriété.

Les flux de 3 kW/m² sortent d'environ 12 m au nord du site. Ces dépassements restent conformes à l'arrêté du 11/04/2017 puisqu'ils n'atteignent pas « d'immeubles de grande hauteur, d'établissements recevant du public (ERP), de voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, de voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, ou de voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôts. »

Aucun effet domino n'atteint les installations voisines.

Par ailleurs, les locaux du bâtiment de production existant implanté dans la zone d'effets dominos ne présentent aucun stockage de matières combustibles. Il n'y a pas de risque de propagation de l'incendie vers ces locaux par effet domino.

Incendie du buffer Hauteur cible 1,80 m



Les distances d'effet des flux à 3 et 5 kW/m² sont à l'intérieur des limites de propriété.

Aucun effet domino n'atteint les installations voisines.

3. Synthèse de l'étude des effets toxiques et écrans visuels dus au

panache de fumées

Les principales conclusions de cette étude sont les suivantes :

- Le risque toxique à distance de l'entrepôt peut être écarté, du fait de la composition des produits alimentant l'incendie potentiel,
- Le risque d'atténuation importante de la visibilité par les fumées dans le voisinage de l'entrepôt est extrêmement faible,
- Le panache serait visible à plusieurs kilomètres dans des conditions atmosphériques stables.

4. Défense incendie extérieure et rétention des eaux d'extinction

Le besoin en eaux d'incendie est estimé à 480 m³ pour une durée de 2 heures, soit 240 m³/h.

Ce besoin sera satisfait par :

- Quatre poteaux incendie implantés sur le site à moins de 100 m du bâtiment de grande hauteur, présentant chacun un débit de 60 m³/h,
- Ces poteaux seront alimentés par une cuve de 680 m³ équipée d'un surpresseur.

Demande de dérogation :

Sur demande du SDIS les poteaux incendie liés au projet ne peuvent être implantés dans les zones d'effets thermiques de 3 kW/m². Ceci implique de décaler les 2 poteaux incendie prévus à l'ouest du site et de les espacer ainsi de 180 m au lieu de 150 m maximum prescrits par l'arrêté du 11 avril 2017. Ce point a été accepté par le SDIS puisque la circulation sur la périphérie complète du site est possible et que ces 2 poteaux sont placés à proximité immédiate des accès au site permettant une accessibilité efficace par les services de secours et une intervention précoce.

Une dérogation mineure est demandée sur ce point.

Le SDIS doit pouvoir intervenir en moins 2h sur le site.

L'accès au site se fait via trois entrées, l'une des deux est nécessairement accessible quelle que soit la cellule en feu.

Le volume d'eaux d'extinction à mettre en rétention et lié au projet est estimé à 1830 m³.

Dans le cas de l'incendie du transtockeur, cette rétention sera assurée dans le bassin étanche créé à l'ouest du bâtiment de grande hauteur et en partie dans le bâtiment par la mise en place de ressauts de 2,5 cm au niveau des portes des cellules de grande hauteur. Le volume stocké dans le bâtiment

sera d'environ 180 m³.

Dans le cas de l'incendie de l'extension de la production, la rétention sera assurée dans le bassin étanche créé et dans le réseau d'eaux usées industrielles et le bassin de décantation du site qui présente un volume libre de 500 m³.

Le bassin étanche créé dans le cadre du projet aura un volume utile de 2910 m³.

Il sera placé en amont d'un bassin d'infiltration également créé dans le cadre du projet. La fermeture de la pompe de relevage placée entre les deux bassins permettra de mettre le premier bassin en rétention.

Une consigne de sécurité spécifique sera mise en place et détaillera les modes de fonctionnement et de Maintenance des vannes d'obturation et de la pompe de relevage.

Le risque de déversement sur le site est maîtrisé par l'ensemble des mesures décrites ci-dessus.